

À GAUCHE, LE DÉBUT D'UNE BATAILLE

Les signataires de l'appel "Lier le combat laïque au combat social, fédérer le peuple" entendent rappeler que la laïcité est bien dans l'ADN de la gauche française. Selon eux, c'est au prix de sa réaffirmation que le peuple pourra conquérir de nouveaux droits. PAR ÉTIENNE GIRARD

Le commencement d'une nouvelle aventure à gauche. C'est ainsi que les principaux initiateurs de cet appel à « *lier le combat laïque au combat social* » envisagent ce texte, qui rassemble des associatifs, des intellectuels, des syndicalistes, mais aussi un front large d'élus de terrain, mélenchonistes, communistes, écologistes ou socialistes. Une poignée de parlementaires ont également apposé leur signature, telle la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann (PS), mais aussi trois députés insoumis, Eric Coquerel, et les jeunes Adrien Quatennens (27 ans) et Mathilde Panot (28 ans).

L'objectif de ses signataires ? Peser sur les débats au sein des organisations de gauche, en affirmant haut et fort qu'aucun projet de société progressiste ne peut prospérer sans laïcité. Cette valeur « *permet de faire vivre le projet humaniste d'égalité de dignité entre les êtres humains* », selon les auteurs de l'appel. Interrogé par *Marianne*, Bernard Teper, animateur de Réseau éducation populaire, militant laïque de longue date et principal initiateur de ce texte, précise : « *Sans émancipation individuelle et collective, on n'aurait pas pu avoir 1789, 1848, la Commune de Paris ou la Résistance. Or, c'est la laïcité qui permet aujourd'hui cette émancipation, parce qu'elle permet au peuple d'ou-*

blier ce qui le divise artificiellement, et de s'unir. »

Bien sûr, cette affirmation n'a rien d'inédit dans l'histoire de la gauche française. « *On défend l'universalisme, l'émancipation du peuple, soit les idées fondatrices de la Révolution française, puis de la gauche à partir du XIX^e siècle* », assure Stéphanie Roza, chercheuse en philosophie politique au CNRS, spécialiste de la pensée républicaine et des origines du socialisme. Seulement, ces militants font l'analyse que les valeurs laïques sont de plus en plus contestées au sein des mouvements progressistes et qu'une offensive est devenue nécessaire afin d'éviter une remise en question du cadre légal français. « *Il y a un besoin urgent de s'affirmer sur la question* », lance Mourad Tagzout, conseiller municipal La France insoumise (LFI) à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) et suppléant de Mathilde Panot. « *Face à nous, on a des gens très actifs dans toutes les organisations, qui n'hésitent pas à multiplier les appels, les initiatives. On ne peut plus rester silencieux* », estime Bernard Teper.

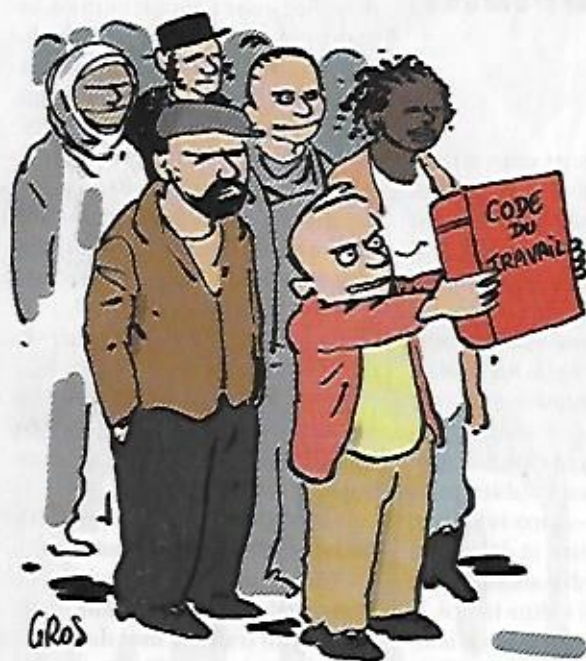
DISCOURS ANESTHÉSANTS

Ces citoyens engagés se disent préoccupés par le « *décalage* » entre les discours un brin anesthésiants des leaders de la gauche – notamment de Jean-Luc Mélenchon – sur la question et la réalité qu'ils vivent

sur le terrain. Ils s'inquiètent surtout de l'écho rencontré par différentes prises de position d'une gauche dite « *décoloniale* », très sceptique à l'égard des valeurs républicaines et universalistes. Deux initiatives récentes, venues de militants étiquetés à gauche, concentrent l'essentiel des critiques.

Le premier a trait à l'organisation par le syndicat Sud Education de Seine-Saint-Denis d'un stage intitulé « *Au croisement des oppressions. Où en est-on de l'antiracisme à l'école ?* », les 18 et 19 décembre. Au mépris de l'universalisme républicain, cette formation prévoit plusieurs ateliers en « *non-mixité* », c'est-à-dire interdits aux Blancs. Une conférence, consacrée à « *la question de l'islamophobie dans l'éducation nationale* », doit être animée par un responsable du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), détracteur de la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux ostentatoires à l'école. S'ils ne veulent pas en rajouter, les initiateurs de l'appel s'inquiètent aussi de certaines prises de position de la députée insoumise Danièle Obono. Son soutien à Houria Bouteldja, porte-parole du Parti des indigènes de la République (PIR), ouvertement raciste, antirépublicain et antilaïque, qu'elle a présentée, le 5 novembre dernier, comme une « *camarade* » et une « *militante anti-*

ON S'EST MIS D'ACCORD SUR
UN TEXTE SACRÉ COMMUN
...



raciste », passe particulièrement mal. « Lorsqu'une parlementaire défend des militants qui renvoient systématiquement les gens à leur origine, à une religion supposée et les présente comme des "camarades", c'est une ligne rouge. On doit dire stop », explique Stéphanie Roza.

UN "ANTIRACISME RADICAL"

Ces militants de terrain n'oublient pas de répondre à ceux, à gauche, qui assurent que la laïcité sert aujourd'hui surtout à stigmatiser les musulmans. Dans leur texte, les signataires affirment clairement leur volonté de démasquer « la laïcité usurpée de l'extrême droite qui s'en sert en réalité contre une seule religion, hier le judaïsme, aujourd'hui, l'islam ». Tous évoquent avec consternation l'appropriation récente du concept par des forces réactionnaires, comme le Front national et plus récemment

Laurent Wauquiez. « Quand le Front national est venu taper à la porte de l'entreprise avec à la bouche le mot de "laïcité", mes camarades syndicalistes étaient complètement pris de court, dépassés », raconte Julien Gonthier, coordinateur de Sud-Solidaires Industrie, qui en garde le souvenir d'une impuissance « terrible ». Mimouna Hadjam, porte-parole de l'association féministe Africa, très active à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), abonde : « Quand on parle de laïcité dans ma ville aujourd'hui, on passe au mieux pour un provocateur et au pire pour un fachos. Mais on ne peut pas la laisser à une Marine Le Pen ou à un Laurent Wauquiez qui en fait en réalité un instrument pour les catholiques, avec ses crèches, et contre les musulmans. »

Ces militants veulent au contraire lier la laïcité à « un antiracisme radical ». A cette condition, cette valeur républicaine pourra permettre, selon eux, que

le peuple conquière de nouveaux droits. Pour Julien Gonthier, certains patrons d'industrie auraient beaucoup à craindre du passage au second plan de la religion dans l'entreprise : « Dans certaines entreprises, les patrons se servent des revendications religieuses de quelques employés pour diviser les salariés. Affirmer plus largement la laïcité permettrait de se battre ensemble pour le progrès social, sans être ramené à une identité ou une religion supposée. »

Les principaux initiateurs ne s'attendent pas à un consensus immédiat, mais plutôt à de nombreux débats au sein des organisations de gauche. « C'est une bataille de dix ans qui s'engage », estime même Bernard Teper. Le militant laïque s'y connaît. Dès l'été 1989, il s'était prononcé pour l'interdiction des signes religieux à l'école. Après une quinzaine d'années de débats, la loi de 2004 avait vu le jour. ■

LCP
ASSEMBLÉE NATIONALE

Retrouvez Soazig Quémener dans l'émission « Entre les lignes » présentée par Valérie Brochard sur LCP tous les samedis à 12h et 19h - dimanche à 8h

Donnons du sens - LCP disponible sur le canal 13 de la TNT, le câble, le satellite et en version LCP 100% sur ADSL et LCP.fr

APPEL

LIER LE COMBAT LAÏQUE AU COMBAT SOCIAL, FÉDÉRER LE PEUPLE

Aujourd'hui, le renouveau du combat laïque est à la fois une réalité et une nécessité universelles. A nos yeux, la laïcité rend possible le plus haut niveau de liberté individuelle. Elle permet de faire vivre le projet humaniste d'égalité dignité entre les êtres humains.

Héritier de la Révolution française, le combat laïque accompagne les forces d'émancipation sociale, féministe, antiraciste, écologiste. Il est inséparable de l'unité du peuple souverain dans une République indivisible, la matrice politique de notre pays. Sans la laïcité, comment fédérer le peuple pour surmonter la période de décomposition politique et idéologique actuelle ? La laïcité est la première des conditions pour une riposte d'envergure face à la paupérisation d'une large fraction de la population, en particulier celle de la jeunesse. Car la crise économique et écologique que nous traversons nous entraîne de plus en plus vers des conflits sociaux et politiques. Dans cette situation, les visées communautaristes contribuent à diviser le peuple afin de le neutraliser et d'imposer des objectifs antirépublicains et essentialistes. De puissants facteurs de désintégration se conjuguent : montée des revendications particularistes, des intégrismes religieux, pression incessante du lobby catholique pour le financement public de ses édifices et de ses écoles privées. Le réseau confessionnel concurrentiel destructeur de la mixité sociale sert de point d'appui à l'activisme de l'extrême droite de type Manif pour tous. L'odieux terrorisme islamiste porte le mouvement séparateur à sa dimension sanglante et guerrière.

Nous sommes dans une conjoncture particulière caractérisée par la régression sociale, politique et culturelle comme dispositif de pouvoir. Pour y résister, le combat social et le

combat laïque doivent former un seul et même bloc. Combattre sur le front social sans lutter sur le front laïque, et *vice versa*, est voué à l'échec. La laïcité est notre outil pour fédérer les luttes sociales et lutter pour la justice sociale, la citoyenneté et la véritable égalité qui caractérisent la République sociale. Car les communautarismes se servent de l'appauvrissement des quartiers populaires et des discriminations qui y sont subies pour alimenter le fait politico-religieux, notamment islamiste, et détourner les citoyens du combat social, laïque et donc citoyen. En même temps, la laïcité doit aller de pair avec un antiracisme radical, ainsi qu'avec une lutte sans faiblesse contre l'antisémitisme. Enfin, le combat laïque doit également être un fer de lance contre le patriarcat soutenu, entre autres, par les communautaristes religieux, et de ce fait participer de façon centrale au combat féministe. Après une décennie caractérisée par la crise financière puis économique, l'aggravation du dérèglement climatique et l'accumulation des menaces écologiques, 2017 marque la montée des bellicismes, la concurrence ouverte entre les impérialismes, l'intensification des politiques d'austérité et d'aggravation des inégalités sociales, et au sein des puissances capitalistes même entre les partisans du libre-échange et ceux du protectionnisme.

Dans cette situation de tension, le peuple dans toutes ses composantes doit construire son autonomie et

lutter pour ses propres intérêts. Le combat laïque et social doit servir de levier pour l'émancipation, en appuyant et en développant l'unité des hommes et des femmes, salariés, sans-emploi, précaires, artisans, indépendants, etc. Il faut donc lutter pour ce qui nous unit et combattre ce qui nous divise artificiellement. Ce combat s'inscrit bien évidemment dans une perspective internationaliste de solidarité entre les peuples.

Cette volonté de clarification et d'unité démasquera les trois dérives de la laïcité à savoir :

- la laïcité usurpée de l'extrême droite qui s'en sert en réalité contre une seule religion, hier le judaïsme, aujourd'hui l'islam ;

- la laïcité d'imposture qui sert de cache-sexe au communautarisme ;

- la pseudo-laïcité d'inspiration concordataire des dirigeants néolibéraux qui trahit le mot de Victor Hugo (« *Je veux [...] l'Église chez elle, et l'État chez lui* », 15 janvier 1850).

Ainsi, pour unifier le peuple et le mettre en mouvement en tant qu'acteur politique, faisons respecter partout et toujours les principes édictés dans les deux premiers articles de la loi de 1905 et dans les trois circulaires de Jean Zay, ministre du Front populaire, reprises dans la loi du 15 mars 2004. Développons la gestion citoyenne de l'action culturelle, nécessaire pour promouvoir plus de justice, de solidarité, de dignité et d'universalisme. Ne laissons pas les communautaristes et les partisans du relativisme culturel nous diviser. Combattons tous les intégrismes et les extrémismes qui menacent les libertés. Nous appelons toutes les forces sociales œuvrant pour l'émancipation humaine à lier continuellement le combat social au combat laïque. ■

Pour signer l'appel :
combatlaïque
combatsocial.net

PRINCIPAUX SIGNATAIRES Bernard Teper ; Mourad Tagzout ; Stéphanie Roza ; Mimouna Hadjam ; Julien Gonthier ; Eric Coquerel, député LFI ; Marie-Noëlle Lienemann, vice-présidente PS du Sénat ; Mathilde Panot, députée LFI ; Adrien Quatennens, député LFI ; Ali Riza Aigul, CGT, élu LFI d'Ivry-sur-Seine ; Elliott Aubin, élu LFI à Lyon ; Soad Baba Aïssa, Réseau d'éducation populaire ; Marinette Bache, conseillère de Paris ; Philippe Barre, SUD Education ; Hélène Bidard, adjointe PCF à Paris ; Gilles Candar, historien des gauches ; Georges Chapuis, CGT ; Alexis Deck, élu EELV au Havre ; Julien Dubois, élu EELV à Lille ; Christian Gaudray, Ufal ; Riva Gherchanoc, maire adjointe LFI de Montreuil ; Hubert Hurard, Ecole nationale d'éducation populaire-CAC de Panazol ; Michel Jallamion, conseiller régional d'Ile-de-France, R&S ; Catherine Jousse, Réseau éducation populaire ; Jeannick Le Lagadec, adjointe LFI à Champigny-sur-Marne ; Max Leguem, directeur de MJC ; Jérôme Lorton, SUD Michelin ; Yvon Quiniou, philosophe ; Fanny Rumlz, SUD Santé-Sociaux ; Sabine Salmon, présidente de Femmes solidaires ; Martine Verlhac, professeur honoraire de philosophie.